

LA GOUVERNANCE LOCALE VUE ET MISE EN ŒUVRE PAR L'USAID

RANDRIANANTENAINA Bernard
Assistant de programme ERI/USAID Toamasina

Mis en forme : Gauche : 2,54
cm, Droite : 2,54 cm, Haut :
2,54 cm, Bas : 2,54 cm,
Distance de l'en-tête par
rapport au bord : 1,25 cm,
Distance du bas de page par
rapport au bord : 1,25 cm

Introduction

La gouvernance locale est l'exercice de l'ensemble de jeux de pouvoirs au niveau local qui impliquent le pouvoir des doyens, l'autorité des instances communales et locales (Fokontany) et la notoriété des leaders naturels des regroupements communautaires locaux. En d'autres termes, la gouvernance locale est une approche multi acteurs et multi niveau pilotée par les élus pour gérer une vie commune dans un espace territorial donné. En cela, les autorités locales sont les acteurs centraux qui intègrent ou pas les centres d'intérêts des autres organisations communautaires, ou de la population et les favorisent à prendre une part active depuis le processus de prise de décisions jusqu'à la fin de leur mise en œuvre des actions qui s'y attachent.

Les investissements de l'USAID dans la Gouvernance locale

Le programme MISONGA (Managing Information and Strengthening Organisation for Network Gouvernance Approches) a embrassé divers domaines en commençant par le partenariat avec les Organisations des Sociétés Civiles en vue d'un renforcement de capacités dont elles ont besoin pour mener leur éventuelles actions de plaidoyer auprès des instances de décisions, en passant par la gestion des informations à travers de la mise en place des systèmes d'informations au niveau de la Région de Haute Matsiatra, Amoron'iMania, Anosy, Ambovombe, Analamanga, Atsinanana, Alaotra Mangoro, Analanjirofo et des appuis conceptuels dans la l'élaboration des PRD et des PCD (Techniques d'Information et de Communication) pour finir par l'amélioration des réponses des services de l'Etat En marge de cela, des thématiques transversales comme la lutte contre la corruption et les actions administratives se rapportant aux TIC ont été menées en réponse aux besoins exprimés et identifiés au niveau des Régions.

En, terme de résultats palpables, le programme MISONGA a pu mettre en place les systèmes d'Information Régional ou SIR au niveau de la Région, entre autres, Analajirofo, Anosy, Atsinanana, fournir des appuis conséquents au Ministère-clef comme le Ministère de l'Intérieur, enclencher le concept de E-gouvernance, et attirer l'attention des différentes instance des décisions à la lutte contre la corruption. Sur le plan programmatique, la programme a pu fournir des appuis au niveau de la conception des programme Régional de Développement (PRD) dans l'Anosy, la haute Mahatsiatra, Amoron'i Mania, Atsimo Atsinanana. Il faut reconnaître que le programme a une plus value sur le plan conceptualisation des programmes innovants sur le plan national, ce qui se justifie par la continuation de l'E-gouvernance, et la modulation positive au niveau nationale de la lutte contre la corruption. Les inputs du programme ont implémenté le processus de mise en place des 22 Régions de Madagascar.

Sur le qualitatif, il faut reconnaître que le programme MISONGA est un programme ambitieux qui comptait embrasser plusieurs domaines d'une façon simultanée dans plusieurs régions de Madagascar. En tant que projet Test en matière de bonne gouvernance, c'est une réussite en terme de résultats qualitatifs dont les impacts ont réussi, à terme, à interpeller la Présidence, les Régions, quelques départements ministériels, les communes, les OSC sur des

domaines dits problématiques comme la corruption, la remise en cause des services techniques déconcentrés sur la qualité de la fourniture des services publics de proximité. Depuis 2005, vient s'ajouter à cela l'approche Kaominina Mendrika (=Commune méritante) plurisectoriel qui consiste à mettre en œuvre des petites actions faisables ou PAF dans le cadre d'une planification commune visant l'atteinte à 100 % des objectifs quantitatifs fixés préalablement par les élus, la population et les membres des CKH dans un cycle de 12 mois calendaire. Ce faisant, le défi est d'apporter des plus organisationnels facilement assimilables par les communes, population, CKH. Le KM a touché 300 communes de Madagascar. Le KM ouvre la voie à la bonne gouvernance à travers la gestion concertée de plusieurs actions sectorielles avec la collaboration des associations paysannes, des présidents des fokontany, de la DRDR et de la CREFFT dont l'aspect capital est la gestion d'information.

A partir de décembre 2006, l'USAID s'investit dans la gouvernance locale à travers le programme ERI Toamasina par la mise en place et l'opérationnalisation d'un centre d'appui aux communes qui a appuyé 07 communes (Ambodilazana, Andranobolaha, Ampasimadinika, Fito, Fanandrana, Sahambala, Ambodiriana,) du District de Toamasina II et 07 autres (Anjahamana, Anivorano Est, Ambinanony, Ambalarondra, Maroseranana, Ambohimanana) dans le District de Brickaville dans le but d'une consolidation institutionnelle des collectivités en prévision d'une acquisition des capacités managériales qui leur font défaut. En 2008, les impôts fonciers commencent à renflouer les caisses de ces communes dont le niveau moyen des recouvrements tourne autour de 11 millions d'ariary et l'administration de certaines d'entre elles commence à s'informatiser. L'implication effective des élus des communes riveraines du corridor Ankeniheny Zahamena (CAZ) se concrétise dans la rectification de leur PCD qui ont intégré une dimension environnementale parmi les actions prioritaires. Ont été réactualisés les PCD de la commune d'Ambodilazana, Manakambahiny Est, Didy, Amparafaravola, Ambatosoratra, Vavatenina.

Le MISONGA à travers son axe stratégique « Amélioration des réponses des services de l'Etat » a pu produire des résultats concrets comme l'internalisation même tardive des SIR par les régions Analajirofo, Atsinanana et Anosy, la relance de l'E-gouvernance qui est maintenant pilotée par le PREA (Projet de la Réforme Administrative), l'intégration du concept PRD, la mise en place effective des Régions. En revanche, la collaboration avec les Organisations des Sociétés Civiles essentiellement dans la conception des projets de plaidoirie s'était butée contre le manque d'initiative de la part des OSC, du manque d'une structure faîtière regroupant les OSC, et surtout du vide juridique devant cadrer les actions des sociétés civiles. En terme de gestion de projet, la structure d'exécution du projet qui était à cheval entre l'ONG PACT et CRS avait du mal à gérer les actions, les émulations qui s'émergent dans les différentes Régions. De plus, la phase d'installation des actions/dispositifs qui est assez courte au niveau des Régions explique la non appropriation immédiate des SIR, entre autres, par les Régions. En outre, un projet budgétivore comme le MISONGA nécessite un plan d'immersion, un plan de crise, et de cadrage national comme le MAP pour réussir et en terme de dispositifs de gestion, vaut mieux créer une cellule de gestion autonome, voire une équipe, un programme à part entière pour mieux orienter/conduire les actions afférentes.

Pour mieux réussir un projet de bonne gouvernance dans un pays épargné par les guerres civiles comme Madagascar, des alignements aux cadrages nationaux existants comme le MAP s'imposent, mais aussi des inputs stratégiques initiés par des programmes de Développement. Prenons à titre d'exemple, la réactualisation des textes sur les rôles et attributions des communes et Régions au regard des résultats et nouvelles orientations des actions qui se mettent désormais en œuvre à travers le pays comme la lutte contre la

corruption, la participation citoyenne, la lutte contre le VIH SIDA, l'insécurité alimentaire. Dans un pays comme Madagascar la bonne gouvernance qui n'est pas dans la culture des gouvernants depuis l'indépendance, doit passer par l'appropriation du concept et la compréhension des intérêts correspondants par la population et par les élus locaux, ce qui suppose un plan de communication solide et bien paramétré.

Toute action de développement ou de conservation va se solder par des échecs cuisants sans une adhésion effective de la population. Celle-ci doit être enclenchée par une participation citoyenne responsable et éclairée et le tout initiée par un programme/politique national de bonne gouvernance acceptée par les instances de décisions, mais comprise par la population. Une fois cette phase de conceptualisation réussie, une pratique sur le terrain s'impose tout en gardant un œil sur la relation quasie mécanique entre le pouvoir, la santé, l'environnement, et l'économique.

Conclusion

En matière de gouvernance, l'USAID Madagascar concentre désormais ses efforts sur des appuis sectoriels -santé, développement communal, implémentation des services forestiers à travers le Programme JARIALA, l'ONG CARE et CRS qui mènent des actions d'appui spécifique dans le processus de budgétisation et dans la mise en œuvre des PCD au niveau de leur communes d'intervention- au lieu d'opérer une action de bonne gouvernance de grande envergure comme le MISONGA. L'alignement aux priorités aux cadrages nationaux comme le politique Nationale de la Décentralisation et de la Déconcentration (PN2D), le chantier de l'opérationnalisation des Centres d'Appui aux Communes (CAC), et les engagements du Madagascar Action Plan (MAP) a conduit l'USAID à s'investir entre autres dans le Centre d'Appui aux Communes. La bonne gouvernance locale qui prévoit bonnement une meilleure collaboration entre les élus, les OP et la populations sous-entend quelque part, des aspects contractualisation qui vont rendre effectif le partenariat public privé tant attendu à Madagascar.